N^o 33.

SÉNAT DE BELGIQUE.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présens et à venir, Salut :

Nous avons, de commun accord avec les Chambres, décrété et nous ordonnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Lorsque la valeur des loyers ou fermages, pour toute la durée du bail, n'excède pas les limites de sa compétence, le juge de paix connaîtra tant de la demande en résolution du bail que de celle en expulsion à son expiration ; il connaîtra, dans le même cas, de la demande en validité de la saisie gagerie, dont il pourra même permettre, sur requête, l'établissement à l'instant.

Dans ces cas, le jugement sera exécutoire provisoirement, nonobstant appel et sans caution.

Le juge le pourra même déclarer exécutoire nonobstant opposition.

ART. 2.

Lorsque le juge de paix n'est pas compétent pour en connaître, la demande en exécution, soit pour cause d'expiration du bail, soit pour défaut de paiement, pourra être portée directement en

référé devant le président du tribunal de première instance qui statuera provisoirement sur la demande, sans préjudice au principal pour lequel les parties pourront se pourvoir à l'audience sans préliminaire de conciliation.

ART. 3.

Toute autre demande en expulsion de fermier ou de locataire est également dispensée du préliminaire de la conciliation.

ART. 4.

Les demandes formées au moment où la présente loi sera exécutoire, demeureront soumises au juge qui doit en connaître d'après les lois qui existaient lors de la demande.

Il sera libre, cependant, au demandeur de renoncer à la demande formée par lui et d'en intenter une nouvelle, selon les règles établies par la présente loi.

Mandons et ordonnons.

Bruxelles, le 12 août 1883.

Le Président de la Chambre
des Représentans,
Signé, RAIKEM.

Les Secrétaires.

Signés, LIEDTS.

H. DELLAFAILLE.